

Risque de retour à l'immobilisme

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/316>

DOI : 10.4000/rea.316

ISBN : 978-2-8218-0838-6

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2005

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Risque de retour à l'immobilisme », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 71 | mai 2005, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/316>

Risque de retour à l'immobilisme

L'évolution de l'économie allemande présente en ce printemps des tendances contradictoires. L'environnement mondial et européen s'est légèrement détérioré, les prix pétroliers continuent de flamber. Pourtant, outre-Rhin, le climat des affaires reste dans l'ensemble optimiste ; et la confiance des consommateurs, qui revient timidement depuis quelques mois, semble vouloir se maintenir. Les réformes structurelles engagées dans le cadre de l'*Agenda 2010* ont contribué à jeter les bases d'un climat de confiance, indispensable à la reprise des affaires comme de la consommation. Les réformes de l'assurance chômage et de la protection sociale ont aussi permis à l'Allemagne de commencer à libérer son potentiel de croissance. Mais elles ont posé des jalons pour l'avenir ; elles ne produiront leurs effets qu'à moyen terme – à condition d'être approfondies et accompagnées d'efforts conséquents dans les domaines budgétaire, fiscal et social.

Or depuis le Conseil européen de Bruxelles des 22 et 23 mars, qui coïncide avec l'ouverture d'une longue période électorale qui débute ce 22 mai en Rhénanie du Nord-Westphalie et se terminera à l'automne 2006 par l'élection des députés fédéraux et la constitution d'un nouveau gouvernement fédéral, la politique économique et sociale du gouvernement de Gerhard Schröder a perdu toute lisibilité. L'absence de données et prévisions conjoncturelles contribue à entretenir un climat peu favorable à la sérénité. Si la Commission européenne vient d'abaisser ses prévisions de croissance 2005 pour l'Allemagne à 0,8 % (et à 1,6 % pour la zone euro), le gouvernement fédéral maintient pour l'instant les siennes à 1,6 %. Ce n'est qu'à partir de la fin avril que Destatis publiera des données statistiques complètes pour le début de l'année et que les instituts présenteront leur rapport de printemps ; le gouvernement, pour sa part, ne rendra publiques ses propres prévisions qu'à la mi-mai. Et on peut se demander quel crédit accorder alors à des analyses qui se trouveront au cœur des enjeux électoraux. S'y ajoute la diffusion, dans l'espace public, de positions en rupture totale avec la politique poursuivie jusqu'à présent. Les sociaux-démocrates viennent de déclarer la guerre au « grand capital » ; depuis leur accession au pouvoir en 1998, ils avaient mené une politique dans l'ensemble conforme à leur programme de « nouveau centre ». Le gouvernement fédéral n'a pas hésité à Bruxelles à rompre ouvertement avec les engagements européens qui jusqu'ici légitimaient sa politique de réforme. Pour des motifs électoralistes, la sphère politique allemande est en train de mettre en jeu sa crédibilité auprès des milieux économiques. C'est là que réside actuellement le principal risque pour l'évolution d'une croissance ténue et, surtout, fragile.

Les premiers mois de l'année ont apporté « quelques surprises désagréables », ainsi que le formule l'institut IWH de Halle : le baril de pétrole a dépassé les 50 \$, le nombre de chômeurs inscrits auprès de l'Agence fédérale pour l'emploi est monté à 5,2 millions et la croissance a chuté au dernier trimestre 2004 (-0,2 % selon Destatis), tirant vers le bas certains indicateurs du moral des affaires. Il n'en reste pas moins que « l'environnement externe et domestique des activités n'a pas changé fondamentalement ». La conjoncture européenne et japonaise s'est tassée vers la fin de l'année, mais cette tendance a été compensée par une nette hausse de la production dans les régions du monde les plus dynamiques. Par ailleurs, les perspectives de rentabilité et les taux monétaires sont plus favorables que jamais. Cela incite à la sérénité, rappelle l'institut (*Wirtschaft im Wandel*, 3/05).

Car cela plaide pour une bonne tenue des exportations, même si l'Allemagne ne renouvellera peut-être pas, cette année, son titre de championne : après le ralentissement de l'hiver, elles repartent d'un niveau plus faible. Selon Destatis, si les exportations ont reculé de 2,8 % en février par rapport à janvier 2005 (et les importations de 3,7 %), elles ne sont pas moins en hausse de +6,0 % par rapport à février 2004 (+4,6 % pour les importations). Et la Fédération allemande de l'industrie BDI se montre résolument optimiste dans son rapport conjoncturel d'avril (*Konjunktur-Report*, 2/05). En effet, selon la dernière enquête menée auprès de ses membres, les exportations devraient augmenter de 5,5 % cette année. Certes, en comparaison mensuelle, la production industrielle a baissé en janvier avant de reprendre en février ; il n'en reste pas moins que, au cours des deux premiers mois de l'année, la production industrielle a crû de 2 % par rapport à la même période de 2004. La Bundesbank et le BDI s'accordent pour y voir une tendance haussière rassurante. L'automobile devrait rester en tête des branches exportatrices, suivie par la construction mécanique, la chimie, l'électrotechnique et les TIC. L'industrie

Des signaux politiques contradictoires en période électorale

L'environnement mondial et européen reste porteur

Les industries exportatrices restent optimistes malgré la flambée des prix pétroliers

**Les services, optimistes,
mais en attente
de la libéralisation du secteur**

semble s'être accommodée de prix pétroliers élevés. La chimie, par exemple, pourtant tributaire de 20 % de la consommation allemande de pétrole brut, prévoit une croissance de près de 2,5 % cette année, à condition toutefois que le prix du baril ne dépasse pas les 40 \$ en moyenne et, surtout, qu'il ne subisse pas de variations imprévisibles. Car un coût, même élevé, mais à niveau relativement stable, se laisse répercuter sur les prix ; ce n'est pas le cas de variations brusques.

A l'inverse du BTP dont la 'crise de normalisation' n'en finit pas, et du commerce de détail qui souffre du faible pouvoir d'achat des Allemands (due notamment à une longue modération salariale), le secteur des services, lui, fait preuve d'un solide optimisme, estimant que le cadre des activités s'est « *considérablement amélioré* ». C'est ce qui ressort de l'enquête de printemps menée auprès de ses membres par la Fédération des chambres de commerce et d'industrie DIHK et publiée fin mars. Par secteurs, les plus optimistes sont l'assurance, la finance et les services informatiques, ces derniers se montrant également les plus confiants en l'avenir. Tous secteurs confondus, 20 % des entreprises déclarent vouloir accroître leurs investissements ; mais elles ne sont que 14 % à désirer augmenter leurs effectifs. Ce sont surtout les services informatiques et l'intérim qui souhaitent créer des emplois. Ces tendances en demi-teinte s'expliquent ainsi, selon le président du DIHK : « *cette branche intensive en main d'œuvre attend la poursuite des réformes sur le marché du travail* ». Essentiellement : la baisse des prélèvements et la libéralisation du marché européen des services. En s'opposant officiellement à la directive 'Services' à Bruxelles, le chancelier pourrait avoir mis un bémol aux perspectives de croissance d'un secteur qui compte quelque 17,6 millions d'emplois (voir dans ce numéro).

**Emploi :
des mesures électoralistes**

Le chômage n'a pas subi au cours des derniers mois de variations conjoncturelles notables. Le nombre de 5,2 millions de chômeurs inscrits reste en deça de la réalité d'une demande d'emplois impossible à satisfaire pour des raisons structurelles : coûts salariaux annexes et salaires minima de référence sont trop élevés pour absorber une main d'œuvre faiblement qualifiée. Or après les réformes Hartz qui incitent au retour en emploi en supprimant certaines trappes à inactivité (voir REA 68/04), le gouvernement fédéral et une partie de l'opposition prônent maintenant des mesures qui vont à l'encontre de ces choix : l'introduction d'un salaire minimum et la possibilité offerte aux chômeurs de longue durée d'avoir des revenus complémentaires plus élevés que ce que prévoit la loi Hartz IV. Bien que cette hausse puisse se justifier socialement, elle n'en réintroduira pas moins des trappes à inactivité. Quant au salaire minimum, s'il est adopté, il risque de renforcer la principale 'rigidité' structurelle du marché de l'emploi outre-Rhin : des salaires planchers trop élevés pour les emplois à faible qualification. Face aux dysfonctionnements du marché du travail, les partis politiques cèdent à la panique et entrent en campagne électorale avec des projets 'de gauche'.

**Baisse de l'impôt sur les sociétés
– quand et comment ?**

Certes, le 'Sommet pour l'emploi' qui a réuni en mars le gouvernement fédéral et l'opposition a débouché sur la formulation de propositions de réforme aptes à améliorer le cadre des activités, principalement la révision à la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, qui pourrait passer de 25 % à 19 %. Cette initiative est saluée par les milieux économiques ; encore faut-il qu'elle se transcrive dans la réalité. Or l'opposition continue de faire obstruction sur le contre-financement de cette réduction par la suppression d'un certain nombre de subventions, dont la désormais célèbre prime d'accession à la propriété. Par ailleurs, le dossier de l'impôt sur les sociétés s'inscrit dans le cadre d'une réflexion menée à l'échelle européenne et avivée par l'accroissement de la disparité des régimes fiscaux depuis l'élargissement. L'Autriche a récemment abaissé ses taux pour préserver sa compétitivité ; l'Allemagne pourrait attendre de prendre la présidence du Conseil européen – en janvier 2007.

RESTE LA QUESTION de la consolidation des finances publiques. Pour la quatrième année consécutive, l'Allemagne ne tiendra pas ses engagements. Et les milieux économiques sont déçus de l'assouplissement du Pacte de stabilité décidé en mars à Bruxelles. Moins par orthodoxie que pour ses conséquences sur le développement durable. Hans Eichel doit certes veiller à ne pas étouffer dans l'œuf par une trop stricte rigueur la timide reprise de la demande intérieure. Mais le gouvernement devra encore plus veiller à ne pas perdre la confiance des milieux économiques dans sa volonté d'engager les réformes nécessaires au retour de la croissance. Une confiance que Hans Eichel avait patiemment reconstruite après la démission du néo-keynesien Oskar Lafontaine il y a six ans. Le principal risque pour la fragile croissance actuelle est que l'Allemagne perde de vue, durant plus d'un an et demi de période électorale, les objectifs de croissance à long terme qu'elle s'était fixés au travers d'une politique de réforme courageuse. (IB. 20-04-05)